



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Ameliorer-ce-qui-existe-ou>

Discussion

Améliorer ce qui existe ou supprimer ce qui est nuisible ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1015 - novembre 2001 -

Date de mise en ligne : lundi 8 septembre 2008

Date de parution : novembre 2001

Description :

Jean-Claude Pichot renforce le point de vue de Paul Vincent en montrant ce que peut faire un citoyen, en particulier par son comportement, pour amener les responsables à atténuer ou faire disparaître certains points noirs du système.

Mais cela peut-il arrêter le jeu des fous autant que des puissants ?

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Il est très difficile de faire comprendre que ce sont les principes sur lesquels notre système économique est basé qu'il faut remettre en question, alors que chercher comment en corriger certains effets ne fait que l'aider à perdurer. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas d'en dénoncer les effets désastreux. Dans notre précédent numéro, la libre opinion exprimée par Paul Vincent sous le titre "Tout changer ou améliorer ce qui existe ?" a rencontré celle de Jean-Claude Pichot qui tient ici à prolonger ce point de vue :

Je ne connais pas personnellement Paul Vincent, mais je me sens proche de sa manière d'appréhender la situation qui nous préoccupe tous. Sans oublier les vertus de l'économie distributive, seule solution à terme pour un monde vivant en paix, il me semble que la priorité doit être au regroupement des bonnes volontés sur la base des valeurs communes au plus grand nombre, en laissant de côté nos individualismes et les tendances de certains à avoir toujours raison.

Les événements du 11 septembre sont de ceux qui ne peuvent pas laisser indifférents tous ceux qui savent qu'ils habitent désormais un grand village du nom de Terre. Les premières réactions, après la consternation, sont souvent les suivantes : si « on » n'avait pas fait ou laissé faire ça ou ça, et si j'avais pu me faire entendre (car, naturellement, j'ai de bonnes idées sur la question !), nous n'en serions pas là ! Réaction suivie de : il y a forcément des responsables, et ils doivent payer !

« Le temps du monde fini a commencé ». En énonçant ce diagnostic en 1945, Paul Valéry n'imaginait certainement pas les soubresauts que notre terre a dû et doit supporter encore aujourd'hui. Naturellement, il ne s'agissait pas pour lui d'un monde "terminé" (la fin de l'histoire), mais d'un état caractérisé par la dépendance de chacun vis-à-vis de tous les autres, directement ou non, et d'une complexification croissante irréversible que certains aimeraient gérer selon leurs méthodes et à leur profit.

On attendait un super "bug" pour l'an 2000 ; ce fut le big bang de l'an 1 du troisième millénaire, déjà suivi de nouvelles ondes dévastatrices. Jusqu'où cela ira-t-il ? Méfions-nous de trop vouloir prévoir ou même pronostiquer : il est bien connu que les événements les plus graves ou les plus marquants pour notre planète ne sont jamais ceux que l'on annonce !

Il a souvent fallu plusieurs graves accidents successifs avec mort d'hommes dans certains croisements dangereux ou points noirs de nos réseaux routiers pour que les autorités "responsables" (?) s'en émeuvent et se décident à faire quelque chose. Peut-on considérer que notre humanité a subi l'un de ses plus graves "accidents" au retour de ses vacances d'été ? De tels carnages n'auraient-ils pu être évités grâce à un meilleur "code de conduite", à une meilleure "police de la route", à un comportement plus responsable des protagonistes ? Malheureusement, s'il y a parfois au volant des incompetents ou des irresponsables sous l'emprise de drogues (même légales), de complexes de supériorité ou du refus de l'autre, ou simplement inconscients, nombreux ont toujours été les innocents parmi les accidentés de la route.

Améliorer ce qui existe ou supprimer ce qui est nuisible ?

Dans le cas présent, le code de la route n'était de toute évidence pas le même pour tous, et s'il a fallu regretter un comportement particulier, c'est bien celui de pilotes restés maîtres jusqu'au bout de leurs gestes cri-minels, refusant "l'autre" en tant que tel pour défendre, semble-t-il, les intérêts ou les fantasmes de centaines de millions de coreligionnaires que notre système occidental, parmi d'autres causes, a condamnés à rester enfermés dans une situation de sous-humanité quasi permanente.

Les événements de septembre peuvent-ils être transformés en acte fondateur d'un "ordre nouveau" moins inhumain à défaut d'être plus humain ? Pour reconstruire ensemble quelque chose qui "tienne la route", pouvons-nous encore nous fier aux valeurs traditionnelles de respect, de solidarité, d'entraide etc. qui, au niveau des individus, habitent les esprits de nombreux habitants de notre planète ? Une fois de plus, nous sommes face à un risque, celui de perdre ce que quelques siècles de démocratie (beaucoup moins pour certains) nous ont permis de construire, même si les règles d'application ne sont pas toujours équitables.

Concrètement, que pouvons-nous faire ? Je suggère que nous oublions tout d'abord les incantations et les "n'y a qu'à", rarement efficaces dans de tels contextes, que nous rassemblions les idées et les forces du plus grand nombre de bonnes volontés qui refusent de tomber dans le jeu des fous autant que des puissants, que nous prenions à nos niveaux de citoyens les responsabilités individuelles ou collectives qui participent aux remises à plat de certains de nos comportements. Si nous arrivons à obtenir que s'atténuent ou disparaissent les points noirs de notre système socioéconomique (paradis fiscaux, réseaux mafieux, trafics d'influences, lobbies de l'armement ou des drogues légales, etc.), nous aurons fait un pas en avant qui ne nous aura pas nécessairement fait tomber dans le gouffre. Si, au lieu d'attendre le dernier moment, les employés de nombreuses sociétés industrielles étaient impliqués plus tôt et associés aux décisions (plutôt que d'appeler au secours les États, en contradiction avec les règles du libéralisme dominant, mais trop tardivement pour eux), si les banques désormais sollicitées pour lever les secrets acceptaient de ne plus revenir en arrière (sans qu'il y ait pression d'événements exceptionnels), si on redonnait de manière durable aux instances politiques issues du suffrage universel les pouvoirs qui devraient être les leurs (organisation générale d'une société plus conviviale et so-lidaire, redistribution plus équitables des richesses, sauvegarde des richesses naturelles pour un développement durable, mise à disposition de tous des services d'éducation, de santé, etc.), nous serions sur la bonne voie.

Voeux pieux ?

â€” à nous tous de prouver que des progrès peuvent être faits. Il faudra une solide volonté et une persévérance à toute épreuve pour y parvenir ; en communiquant (c'est parce que des enfants et leurs parents ont osé parler que l'on a commencé à faire quelque chose contre la pédophilie) et en acceptant un peu mieux "l'autre" malgré ses différences sans renoncer aux valeurs que l'on croit bonnes (vaste problème !).

Améliorer ce qui existe ou supprimer ce qui est nuisible ?

Le monde n'a pas fini d'enfanter dans la douleur ; c'est probablement une règle inéluctable, car sa complexification et le rapprochement de ses habitants par tous les moyens de communication et de transport existants ne cessent de créer ou entretenir des tensions dangereuses. Si "à quelque chose malheur est bon", à nous tous de réagir dans le cadre de la "percolation" dont la GR a déjà fait état ; regroupons nos forces avec celles de tous les mouvements qui font de notre société mondiale les mêmes critiques, mais en remettant à plus tard la confrontation des idées pour le plus beau des mondes futurs : l'histoire qui se construit peut nous aider à passer nos messages.

Post-scriptum :

On a immédiatement envie d'approuver : voilà l'attitude à adopter, faite de bon sens et d'humanisme, et qui, en plus, permet de se sentir utile sans être "révolutionnaire".

Mais hélas, dès qu'on s'informe un peu en dehors des sentiers de la "pensée unique", on comprend vite pourquoi une telle stratégie ne peut pas mener loin : parce que les "points noirs de notre système socioéconomique" résultent de ses propres principes, qui imposent un comportement par une pression plus forte que la bonne volonté. C'est pourquoi, quand les employés s'organisent pour faire valoir leurs droits, il leur est répondu, en toute logique, que ce qu'ils demandent n'est pas possible à cause de la concurrence, parce que leur direction n'a pas le choix : elle est bien obligée de les considérer comme des ressources coûteuses, car sinon, c'est la fin de l'entreprise, mise en faillite ou absorbée.

Cette idéologie néolibérale s'est installée à la suite d'un long travail de préparation, grâce à des campagnes savamment organisées, par des gens influents, agissant en grand, à l'échelle mondiale, sur les décideurs (hommes et... femme d'état) et finançant en permanence une énorme armée de "think tanks" et de "lobbyistes". (On trouvera, des informations précises par exemple dans "Les évangélistes du marché", de Keith Dixon, publié par Raisons d'agir en septembre 1998). Elle s'attaque maintenant aux services (OMC/AGCS) dans leur ensemble, et au plan mondial, et elle est ainsi bien proche de réussir dans tous les domaines qu'elle a programmés (information, enseignement, recherche, santé, etc). Pour arrêter ce "jeu des fous et puissants", au lieu de s'épuiser en mille combats incertains et dispersés, c'est, et de toute urgence, à la même échelle qu'il faut oser se placer, et sur le même plan, idéologique et mondial, en montrant que ses principes s'appuient sur des axiomes faux et en opposant les droits les plus élémentaires de l'Homme et de son environnement à cette volonté de possession et de domination. C'est plus difficile, il faut accepter de passer pour constestataire, utopiste, antimondialiste, ce qui est absurde (et les soi disant antimondialistes vont bientôt être accusés d'être terroristes !). Mais c'est à ce prix seulement que l'union organisée autour des valeurs que nous avons raison de croire bonnes, pourra, peut-être, faire le poids nécessaire.

M-L. D.